



digital.union@sonapresse.com

# LE GAZOUILLIS...

## Les internautes attentifs aux tensions au Niger et au Sénégal

GM.NTOUTOUME-NDONG  
Libreville/Gabon

SUR le continent, les internautes ont été très nombreux à réagir à l'actualité au Niger et au Sénégal. Alors que la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) cherche à réunir un contingent d'au moins 1 600 hommes pour une intervention militaire au pays de Mohamed Bazoum, actuellement aux mains des putschistes, samedi, le Sénat nigérian a rejeté toute solution armée. En effet, le président Bola Tinubu du Nigeria avait sollicité l'accord du Sénat pour envoyer des hommes au Niger, dans une mission conjointe avec d'autres membres de la Cédéao, dont la Côte d'Ivoire et le Bénin.

En amont, à l'annonce d'une opération militaire pour rétablir le président nigérian au pouvoir, le Mali, le Burkina Faso et la Guinée-Conakry se sont dits prêts à entrer en guerre contre tout agresseur du Niger. Sur la toile, de milliers d'internautes ont salué le refus du Nigeria de prendre part à cette mission. " Une guerre africano-africaine n'a pas sa place en ce moment. Le dialogue doit



Photo: DR

### L'Assemblée nationale du Nigeria a réfuté toute intervention des militaires nigériens au Niger.

être l'unique moyen pour désamorcer la crise. Le Nigeria est un grand pays avec un peuple dynamique et intelligent ", a commenté l'internaute Serge Dutronc Nguieu, sur Facebook. Plusieurs autres réactions vont dans le même sens. " Le Sénat offre ainsi une voie de sortie honorable au président nigérian qui se trouvait piégé par ses pre-

mières déclarations relatives à la situation nigérienne... ", estime pour sa part Korauna So'Ro. Par ailleurs, au Sénégal, la situation s'est encore tendue depuis l'arrestation d'Ousmane Sonko, l'opposant farouche. Comme il fallait s'y attendre, de violents heurts entre forces de l'ordre et population ont éclaté. Officiellement, deux morts.

Sur les réseaux sociaux, plusieurs analystes estiment que les chances de Sonko d'être candidat à la présidentielle de 2024 sont réellement compromises. Selon le site en ligne Senego.com, le leader aurait signé depuis sa cellule un acte de non-acquiescement qui pourrait ouvrir un autre épisode sur cette affaire.

## L'actu du web

Par I.M'B.

### X : LES ABONNÉS DE TWITTER BLUE PEUVENT DÉSORMAIS CACHER LE LOGO BLEU



Photo: DR

**Ironique.** X, anciennement Twitter, permet désormais aux abonnés du service "Blue" de cacher la petite coche bleue sur leur profil. Cette certification est effectivement devenue encombrante pour certains depuis l'arrivée d'Elon Musk à la tête du réseau social. Les utilisateurs de X peuvent s'abonner à Blue en payant entre 8 et 11 dollars par mois. Ils jouissent ainsi de certains privilèges : moins de publicités, des tweets et vidéos plus longs, des tweets modifiables et annulables, la possibilité d'envoyer des messages privés... Surtout, leurs tweets apparaissent en priorité et ils se voient décerner une coche bleue, signe que leur compte est certifié.

### UN MALWARE TRÈS DANGEREUX : CHATGPT SAUVE LES ORDINATEURS MAC



Photo: DR

**Les** utilisateurs de Mac peuvent dire merci à ChatGPT. L'Intelligence artificielle (IA) générative d'OpenAI, qui a le vent en poupe depuis son lancement en novembre 2022, a aidé à mettre au jour un malware qui visait spécifiquement les ordinateurs d'Apple. C'est Guardz, une entreprise spécialisée dans la cybersécurité, qui est en réalité à l'origine de cette découverte, rapporte Phandroid. Après avoir mis au jour le logiciel malveillant ShadowVault, qui visait les Mac, les experts de cette société se sont intéressés aux autres menaces pesant sur le système d'exploitation macOS.

## L'œil de la rédaction

### ÉLECTIONS GÉNÉRALES : PING-PONG GOUVERNEMENT/OPPOSITION

connaître dans le type de bulletin unique et autres complexités électorales introduites par le CGE.

Dans le même registre, une lettre ouverte à l'opinion nationale et internationale de Joël Ngoueneni Ndzengouma (photo), président du parti politique les 7MP et rapporteur côté opposition du comité de suivi du dialogue majorité-opposition est devenue virale sur la toile. " Il est important de préciser que les travaux de ce Comité de suivi, qui avaient été programmés, ont été interrompus et reportés sine die, pour des raisons de calendrier. Le Premier ministre étant très pris, aux côtés du Président de la République. Par conséquent,

invités aux deux dernières réunions prévues, les membres dudit Comité ont été, à chaque fois, gentiment éconduits, en écoutant dire que le Premier Ministre devait reprogrammer une autre rencontre."

Et on apprend que "depuis lors, il n'y a plus eu de convocation. Le Premier ministre a mieux à faire et est très occupé dans d'autres activités hautement plus importantes. Les modifications pratiques d'organisation des scrutins, notamment le retrait des enveloppes accolées, le retrait des représentants des candidats dans les bureaux de vote et le bulletin unique, version Centre gabonais des élections, ont donc été décidées et introduites, dans

le processus électoral, par la seule volonté du pouvoir".

Le président des 7MP répondait à un communiqué du Premier ministre datant du 4 août qui rejette la responsabilité de l'échec sur l'opposition. Sauf que le propos du rapporteur coté opposition vient quelque peu contredire celui du président Akuré qui déclarait que le Comité ne s'était jamais réuni jusqu'à ce jour. "On commence par dire que les réunions ne se sont pas tenues, puis le même groupe vient dire qu'elles avaient été interrompues" fait remarquer un observateur. Dans tous les cas, à ce jeu de ping-pong, comprenez qui pourra.

Innocent M'BADOUA  
Libreville/Gabon

**L**A semaine écoulée a circulé sur la toile un communiqué signé de Séraphin Akure Davain sur les lendemains des négociations de février dernier entre une frange de l'opposition et la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence. Le président du parti les Démocrates Libres dédouanait l'opposition de la tournure des préparatifs des élections générales de cette année. L'opposition, qui s'était prêtée au jeu de négociations politiques, affirme ne pas se re-